

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.1085  
29 janvier 2008

FRANÇAIS

---

## COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA DE LA MILLE QUATRE-VINGT-CINQUIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 29 janvier 2008, à 10 h 10

Président: M. Samir LABIDI (Tunisie)

Le PRÉSIDENT: Je déclare ouverte la 1085<sup>e</sup> séance plénière de la Conférence du désarmement. Je voudrais tout d'abord remercier sincèrement tous les membres de la Conférence pour la bonne volonté dont leurs délégations ont fait preuve en vue de poursuivre nos travaux de manière structurée dans le cadre de la Conférence, notamment lors de l'adoption de l'ordre du jour, à notre dernière séance.

Comme je l'ai indiqué à la séance plénière du vendredi 25 janvier, je voudrais vous présenter un plan des activités pour la session de cette année. J'ai demandé au secrétariat de faire distribuer ce plan d'activités qui fait état de nos futures réunions de travail. À cet égard, d'autres précisions concernant les différentes réunions informelles seront fournies très prochainement afin de permettre aux délégations de s'organiser. Ce plan d'activités prévoit deux séances officielles par semaine qui se tiendront les mardis et les jeudis, une réunion avec les coordonnateurs des groupes régionaux tous les lundis matin et des réunions de consultation des groupes régionaux chaque mercredi. Il appartient évidemment aux groupes de s'organiser. Des réunions informelles sur chaque point de l'ordre du jour seront organisées régulièrement et selon les besoins. Des réunions de consultation bilatérales entre le Président et les membres de la Conférence seront organisées les lundis après-midi. Pour les visites de haut niveau, d'ores et déjà, comme cela a déjà été annoncé, de telles visites sont prévues dans le calendrier: le Ministre britannique de la défense, le mardi 5 février; l'Administrateur de la National Nuclear Security Administration des États-Unis, le jeudi 7 février; le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, le mardi 12 février. Bien d'autres visites de haut niveau sont en cours d'organisation, notamment à l'occasion d'importantes réunions multilatérales prévues à Genève. Vous ayant fait part de ces dispositions, je voudrais exprimer mes vifs remerciements à toutes les délégations pour leur aimable compréhension et pour leurs contributions constructives visant à faire de ce calendrier d'activités un cadre favorable à la bonne marche des travaux de la Conférence. Si vous le permettez, je vais maintenant suspendre la séance plénière officielle pour vous faire une communication dans le cadre de la séance informelle qui va suivre immédiatement.

Comme à l'accoutumée la séance plénière informelle est ouverte uniquement aux États membres de la Conférence et aux États non membres qui ont été invités à participer aux travaux de l'instance.

*La séance plénière est suspendue à 10 h 15; elle est reprise à 10 h 20.*

Le PRÉSIDENT: Sont inscrits sur la liste des orateurs pour la séance plénière d'aujourd'hui les représentants des pays suivants: Sri Lanka, Japon, République de Corée, Pakistan, Australie, Israël, Allemagne, Brésil et Égypte. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de Sri Lanka.

M. JAYATILLEKA (Sri Lanka) (*parle en anglais*): Après vous avoir salué chaleureusement, Monsieur le Président, je vais vous prier à l'avance de bien vouloir m'excuser: je devrai vous quitter immédiatement après ma déclaration pour assister à la réunion du groupe de travail intergouvernemental sur la Conférence de Durban.

J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom du Groupe des 21.

(M. Jayatilleka, Sri Lanka)

Le Groupe des 21 apprécie véritablement les efforts que vous déployez pour trouver un terrain d'entente sur un programme de travail, afin que nous entamions aussi tôt que possible nos travaux. Nous ne doutons pas que vous amènerez la Conférence du désarmement à trouver ce terrain d'entente afin de profiter de l'élan suscité pour sortir la Conférence de l'impasse dans laquelle elle se trouve depuis fort longtemps.

Le Groupe des 21 est fermement convaincu que la promotion du multilatéralisme et des solutions approuvées au niveau multilatéral dans le respect du Règlement intérieur de la Conférence du désarmement devrait être comprise comme le principe fondamental de toute négociation susceptible d'être menée au sein de la Conférence. Ainsi serait préservé le rôle unique de cette instance, que nous considérons comme le seul organe multilatéral de négociation sur le désarmement.

Si nous réaffirmons notre position de toujours, selon laquelle la priorité absolue du Groupe des 21 est de parvenir au désarmement nucléaire total, nous avons par le passé fait preuve de souplesse afin d'avancer sur la voie de l'adoption d'un programme de travail équilibré et complet prenant en compte les questions fondamentales recensées par la Conférence. Nous avons également conscience de la nécessité urgente de traiter les questions ayant trait aux matières fissiles, à la prévention d'une course aux armements dans l'espace et aux garanties de sécurité négatives et, à cet égard, nous comprenons que les différentes délégations accordent des degrés de priorité différents à ces quatre grandes questions.

Par conséquent, comme nous l'avons dit d'emblée, la Conférence du désarmement devrait promouvoir un programme de travail équilibré et complet, qui contribuerait à accélérer les progrès menant au consensus. Trouver le moyen de parvenir à un tel équilibre est le défi qu'il nous faut relever; sachez que vous pouvez à cette fin compter sur notre entière coopération et sur notre souplesse. Nous espérons que d'autres nations nous imiteront.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant de Sri Lanka qui s'est exprimé au nom du Groupe des 21 pour sa déclaration. Je le remercie aussi pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole au distingué représentant du Japon.

M. TARUI (Japon) (parle en anglais): Avant tout, permettez-moi de vous féliciter, Ambassadeur Labidi, pour votre accession au poste élevé de président de la Conférence du désarmement, en cette phase importante. On a souvent dit que les premiers jours de la session annuelle de la Conférence n'étaient jamais simples, et cette année est loin de faire exception. Je n'en ai pas moins la conviction que, sous votre direction, la Conférence surmontera ses difficultés et trouvera le moyen de s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées par la communauté internationale. Je vous assure du plein soutien et de l'entière coopération de ma délégation.

J'aimerais rappeler à la Conférence que cela fait maintenant dix ans qu'elle ne s'est plus lancée dans des négociations, et souligner de nouveau l'importance que revêt la revitalisation de cette fonction de la Conférence en tant qu'unique instance multilatérale de négociation de la communauté internationale sur les questions de désarmement.

(M. Tarui, Japon)

L'an dernier, sous la conduite des six Présidents, nous avons entamé d'importants débats de fond sur tous les points à l'ordre du jour et, en particulier, sur les quatre questions de fond. En outre, le projet de décision présidentielle contenu dans le document CD/2007/L.1 a été officiellement présenté à la séance plénière du 23 mars 2007. Nous pensons qu'avec la déclaration présidentielle complémentaire du Président (CRP.5) et le projet de décision (CRP.6), ce projet L.1 pourrait permettre à la Conférence de reprendre immédiatement d'importants travaux dans le courant de l'année. Les discussions tenues l'an dernier en séances plénières ont révélé un large soutien en faveur de cette proposition, même si, malheureusement, il n'a pas été possible jusqu'ici de prendre de décision à ce sujet.

Le Japon réaffirme combien il est important pour tous les États membres de poursuivre et d'intensifier leurs efforts en vue de parvenir à un consensus sur un programme de travail, comme suggéré l'an dernier dans le projet de décision des six Présidents, ou sur la proposition d'ensemble dont nous sommes déjà saisis. À cet égard, j'aimerais rappeler les paroles du Secrétaire général de l'ONU, qui déclarait la semaine dernière que l'adoption de cette décision présidentielle nuancée et soigneusement pesée ne priverait aucun État membre de la possibilité d'affirmer sa position nationale aux stades ultérieurs des travaux de la Conférence.

Cependant, au cas où la Conférence ne parviendrait pas tout de suite à un consensus sur le projet de décision, il serait très important d'approfondir les discussions sur les thèmes analogues à ceux de la première partie de la session de l'an dernier. Le Japon appuie donc le projet actuel de programme d'activités. Nous sommes désireux de participer activement aux débats envisagés, en particulier sur les questions de fond relatives au désarmement nucléaire, à un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, aux garanties de sécurité négatives et à la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Enfin, le Japon souhaite souligner de nouveau combien il est important de poursuivre nos travaux en vue de trouver un consensus sur un mandat de négociation parallèlement à nos débats de fond afin que la Conférence du désarmement s'acquitte de sa fonction principale d'unique instance de négociation sur le désarmement.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant du Japon pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence et je donne maintenant la parole au distingué représentant de la République de Corée.

M. CHANG (République de Corée) (parle en anglais): Pour commencer, Monsieur le Président, j'aimerais vous féliciter pour votre accession à la première présidence de la session de 2008 de la Conférence du désarmement. Je souhaite aussi vous remercier sincèrement pour les efforts que vous avez inlassablement déployés pour mener des consultations au cours de la période intersessions avec les Présidents de 2007, ainsi qu'avec chacun des États membres, en vue de trouver un terrain d'entente pour que la Conférence reprenne ses travaux de fond. Je suis convaincu que vos efforts acharnés nous permettront de commencer brillamment nos travaux cette année.

L'an dernier, la Conférence a entamé des débats constructifs et sérieux en travaillant sous la direction avisée des six Présidents, sur la base du nouveau mécanisme mis en place en 2006, et en désignant des coordonnateurs pour sept points de l'ordre du jour. Cette initiative a sans

(M. Chang, République de Corée)

aucun doute grandement contribué à accroître la cohérence et l'intensité des débats et donné une impulsion décisive pour la sortir d'un long marasme. En particulier, comme l'a dit l'Ambassadeur Trezza, représentant de longue date de l'Italie auprès de la Conférence, dans son discours d'adieu, la désignation de coordonnateurs a complété sur l'axe vertical la coordination horizontale qui existait entre les Présidents, grâce à leur détermination et à leur enthousiasme véritables. À cet égard, ma délégation soutient l'idée de maintenir cette pratique en 2008 afin que nos discussions soient dirigées sur un mode plus constructif, productif et efficace.

À la séance précédente, nous sommes parvenus à adopter l'ordre du jour pour 2008. J'aimerais ici rappeler à tous que nous avons mené des débats informels évolutifs sur tous les points inscrits à l'ordre du jour l'année dernière, et que nous avons extrapolé sur les priorités pour mieux cibler les débats. Ces priorités, comme vous le savez tous, sont un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, le désarmement nucléaire, des garanties de sécurité négatives et la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Compte tenu de l'importance que revêtent la continuité et la cohérence des débats à la Conférence du désarmement, il serait préférable que nous concentrons nos efforts sur les questions de fond afin de mettre à profit les acquis de l'année dernière.

Personne ne peut nier que le projet de décision présidentielle (L.1), assorti des deux autres documents (CRP.5 et CRP.6), est le résultat le plus notable de la session de l'année dernière. Je pense que la proposition repose sur une approche réaliste et équilibrée et, comme l'Ambassadeur du Japon vient de le rappeler, le Secrétaire général de l'ONU a dit que «l'adoption de cette décision présidentielle nuancée et soigneusement pesée ne priverait aucun État membre de la possibilité d'affirmer sa position nationale aux stades ultérieurs des travaux de la Conférence». Si l'on reconnaît dans le document L.1 que la question d'un traité d'interdiction de la production de matières fissiles est la seule qui se prête actuellement à la tenue de négociations au sein de la Conférence du désarmement, on y indique aussi que l'on «n'exclut pas la possibilité de négociations ultérieures au titre de l'un quelconque des points de l'ordre du jour», comme l'énonce clairement la déclaration complémentaire du Président contenue dans le document CD/2007/CRP.5.

Ce projet L.1 est pour l'heure le seul compromis possible susceptible de remettre la Conférence du désarmement en selle. Étant donné que la proposition emporte largement l'adhésion des délégations présentes dans cette salle, nous devrions rechercher le moyen de susciter le consensus nécessaire en réglant les questions en suspens. Ma délégation espère sincèrement que nous parviendrons à entamer nos travaux de fond aussi vite que possible avec l'adoption du projet L.1 comme base pour notre programme de travail.

Je crois au dicton «À débuts difficiles, dénouement heureux». J'espère sincèrement que, grâce aux débats que nous allons mener cette année, les efforts concertés des six Présidents visant à donner une nouvelle jeunesse à la Conférence du désarmement porteront leurs fruits.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant de la République de Corée pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole au distingué représentant du Pakistan.

M. KHAN (Pakistan) (parle en anglais): Puisque c'est la première fois que je prends la parole à cette session, permettez-moi de vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre accession à ce poste. Nous sommes au fait des qualités d'organisateur dont vous avez fait preuve avant ce début de session. Vous avez mené des consultations approfondies et fructueuses. Vous avez montré de quelle manière pouvaient être conduites des consultations largement ouvertes. Nous avons pleinement confiance en vous, et nous comptons faire preuve de toute la coopération voulue pour que votre présidence soit couronnée de succès.

Le Pakistan s'associe à la déclaration faite par l'Ambassadeur de Sri Lanka, M. Jayatilleka, au nom du Groupe des 21.

Nous souhaitons remercier les Ambassadeurs qui ont accepté d'assumer les responsabilités de coordonnateur. Nous comprenons que lesdits coordonnateurs sont désignés sous l'autorité et sur prérogative du Président. La décision relative à leur désignation n'est pas le fait de la Conférence. Les coordonnateurs agissent à titre personnel. Leur rôle diffère de celui des coordonnateurs spéciaux, qui étaient par le passé désignés par la Conférence et dont le mandat était clairement défini.

Selon l'article 23 du Règlement intérieur, la Conférence peut créer des organes subsidiaires tels que des sous-comités spéciaux, des groupes de travail, des groupes techniques ou des groupes d'experts gouvernementaux. Les coordonnateurs n'entrant dans aucune des catégories citées, ils travailleront de manière informelle et non officielle sous l'autorité de la présidence. Ils ne sauraient remplacer des mécanismes prévus dans le Règlement intérieur de la Conférence du désarmement. Les rapports qu'ils établiront sur les débats qu'ils auront organisés n'auront pas de statut officiel et seront transmis sous l'autorité du Président.

La coordination entre les six Présidents a joué un rôle important dans le regain d'activité à la Conférence et les six Présidents qui vont conduire nos travaux cette année ont toute notre confiance. L'arrangement relatif aux six Présidents demeure informel: leurs propositions font l'objet de négociations ouvertes et sont soumises à l'acquiescement de tous les membres de la Conférence, leurs initiatives ne débouchent pas sur des faits accomplis, et nous savons bien qu'elles ne doivent pas être présentées comme telles.

Pour parvenir à des résultats, les membres de la Conférence du désarmement doivent faire des efforts concertés et tenir compte des préoccupations de toutes les délégations. Le but de toute initiative que nous lançons est de s'entendre sur un programme de travail équilibré permettant à la Conférence d'engager ses négociations de fond sur les questions fondamentales de son ordre du jour. Pour y parvenir, cinq ingrédients sont importants: 1) instaurer le dialogue et établir un consensus; 2) comprendre pleinement les préoccupations de tous les membres de la Conférence; 3) associer tous les membres de la Conférence; 4) respecter scrupuleusement le Règlement intérieur; et 5) faire preuve de transparence dans la prise de décisions.

Notre délégation a hâte de travailler de manière constructive avec tous les membres de la Conférence.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant du Pakistan pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence et je donne maintenant la parole à la distinguée représentante de l'Australie.

M<sup>me</sup> MILLAR (Australie) (parle en anglais): La délégation australienne vous félicite, Monsieur le Président, pour votre accession à ce poste. Nous coopérerons sans réserve avec vous, ainsi qu'avec les autres Présidents, pour que vous guidiez nos travaux vers une heureuse conclusion. À tout le moins, nous espérons que la Conférence va prendre un bon départ dans l'exécution de son mandat de négociation; il en est grand temps.

En réalité, la Conférence n'a guère brillé ces dix dernières années. Nous avons certes débattu, discuté, délibéré, questionné et argumenté sur certains des défis les plus importants que la communauté internationale doit relever en matière de sécurité, nous avons parlé abondamment, mais, pendant tout ce temps, les attentes de nos communautés ont apparemment grandi plus vite que la capacité qu'avait cet organe de les satisfaire.

L'heure est venue de passer à l'action, de remplir le mandat de négociation de la Conférence, de répondre aux attentes de la communauté internationale.

L'Australie s'associe donc sans réserve à l'appel lancé par le Secrétaire général de l'ONU pour que la Conférence reprenne ses travaux de fond sur la base du document L.1. Le projet de décision du Président, nuancé et soigneusement pesé, que forment le document L.1 et les textes qui l'accompagnent, est une base juste et équitable pour nos travaux. Il est le fruit des consultations, évaluations et révisions laborieuses et approfondies auxquelles les Présidents de la session de 2007 ont procédé. Ce texte reste le moyen le plus réaliste de progresser comme la communauté internationale nous le demande depuis plus de dix ans. La décision présidentielle L.1 définit les objectifs primordiaux et le moyen de les réaliser.

La négociation d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires est de la plus haute importance pour l'Australie. Un tel traité représente une contribution essentielle et concrète au désarmement et à la non-prolifération nucléaires au niveau mondial.

De l'avis de l'Australie, cet instrument devrait comporter des éléments fondamentaux, notamment un engagement d'interdire la production d'uranium fortement enrichi et de plutonium séparé pour la fabrication d'armes nucléaires; les mesures voulues pour garantir la bonne application nationale du traité, ainsi qu'un examen périodique de cette application; et les mesures voulues pour garantir la vérification effective du respect par les États des engagements qu'ils ont pris. L'Australie sait que sa vision d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires n'est pas la seule, et qu'il faudra tenir des négociations pour arriver au résultat final.

À cet égard, l'Australie se félicite du mandat de négociation énoncé dans le document L.1. Loin d'anticiper sur l'issue des négociations, il les facilite en offrant la possibilité d'examiner de près tous les points de vue, qu'ils portent sur la vérification, sur les stocks ou sur d'autres questions encore, et de les mettre à l'épreuve parce que cela n'est possible que dans le cadre de vraies négociations. Le projet L.1 offre une base réaliste pour mener des travaux de fond portant sur d'autres questions inscrites à notre ordre du jour, compte tenu de la capacité de négociation de cette instance et du niveau relatif d'étude de ces questions.

(M<sup>me</sup> Millar, Australie)

Le désarmement nucléaire est hautement prioritaire pour le peuple et le Gouvernement australiens. L'Australie se félicite donc des efforts déployés par certains États dotés d'armes nucléaires pour réduire leurs arsenaux nucléaires, et de la transparence affichée jusqu'ici. Cependant, elle engage vivement les États dotés d'armes nucléaires – et les autres États qui détiennent de telles armes – à procéder à des réductions plus radicales, plus rapides et irréversibles de tous les types d'armes nucléaires et à le faire avec encore plus de transparence. C'est vous, pays détenteurs d'armes nucléaires, qui avez la plus grande responsabilité – et la plus grande capacité – pour ce qui est d'accomplir de réels progrès sur la voie du désarmement nucléaire.

Cela ne veut pas dire que la responsabilité du désarmement nucléaire incombe à vous seuls. Il n'en est rien. Les pays non dotés d'armes nucléaires doivent veiller à ce que les initiatives qu'ils prennent contribuent à garantir un climat favorable au désarmement nucléaire. Ils peuvent le faire en partie en respectant leur part du marché qu'ils ont conclu au titre du Traité sur la non-prolifération nucléaire, en s'acquittant pleinement de leurs obligations en matière de non-prolifération et en les mettant dûment en œuvre. Ensemble, les États dotés d'armes nucléaires et ceux qui n'en sont pas dotés devraient exploiter les possibilités que le mandat défini dans le projet L.1 offre à la Conférence de contribuer à renforcer et accélérer le processus du désarmement nucléaire.

Nos débats qui ont eu lieu ces deux dernières années sur les garanties de sécurité, s'ils ont été moins intenses que sur d'autres questions, n'en ont pas moins confirmé que la question continuait d'être préoccupante. Comme le projet L.1 en rend compte amplement, il est nécessaire d'axer les débats sur des mesures concrètes qui permettraient d'offrir de telles garanties.

À cet égard, l'Australie attache une grande importance à la création de zones exemptes d'armes nucléaires, par libre accord entre les États de la région concernée. De telles zones peuvent constituer un moyen efficace d'offrir des garanties de sécurité négatives aux États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au TNP.

L'Australie a tout d'abord proposé une zone exempte d'armes nucléaires pour le Pacifique Sud en 1983, laquelle a été mise en place dans le cadre du Traité de Rarotonga de 1985 portant création de la zone dénucléarisée du Pacifique Sud. À cet égard, l'Australie est particulièrement bien lotie. Nous avons cependant conscience que d'autres régions éprouvent de bien plus grandes difficultés à mettre en place des zones exemptes d'armes nucléaires. L'Australie réaffirme son soutien à la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans d'autres régions, y compris au Moyen-Orient et en Afrique. Nous ne doutons pas que nos échanges de vues sur le projet L.1 ont des chances d'aboutir à des progrès concrets dans ces régions.

L'Australie est fermement convaincue que toutes les nations ont le droit d'accéder librement à l'espace à des fins pacifiques. Les États devraient éviter de prendre des mesures qui entravent cet accès, ou qui mettent en danger les biens spatiaux habités ou non habités des autres nations. Le projet L.1 nous offre une bonne occasion d'examiner les moyens de renforcer la transparence et la confiance dans nos activités spatiales respectives. Ce faisant, nous devrions avoir à l'esprit que la Conférence n'est pas seule au monde. Nous devrions étudier les moyens les plus appropriés de contribuer aux travaux entrepris dans d'autres instances pour garantir



(M<sup>me</sup> Millar, Australie)

le libre accès de toutes les nations à l'espace. L'Australie attend avec intérêt l'examen des diverses propositions, y compris l'idée d'un traité sur la prévention de l'implantation d'armes dans l'espace, mentionnée dans le projet L.1. Nous souhaiterions que la Conférence détermine le moyen concret de renforcer la confiance de la communauté internationale dans les intentions pacifiques de toutes les puissances spatiales.

L'Australie reste attachée à une reprise des travaux de la Conférence. Certes, nous pouvons soutenir le projet L.1, nous pouvons accepter les déclarations explicatives correspondantes, mais ce que nous trouvons extrêmement difficile à admettre c'est la perspective que la Conférence faillisse une nouvelle fois à son mandat et à ses devoirs envers nos citoyens. Il est en effet proprement inadmissible que la principale instance au monde de négociation sur la limitation des armements et le désarmement reste inactive si longtemps, et ce d'autant plus que – comme nous l'a clairement dit le Secrétaire général de l'ONU la semaine dernière – la majorité écrasante des nations représentées ici et ailleurs souhaite à l'évidence que nous agissions.

Le PRÉSIDENT: Je remercie la distinguée représentante de l'Australie pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole au distingué représentant d'Israël.

M. LEVANON (Israël) (parle en anglais): Permettez-moi de joindre ma voix à tous ceux qui m'ont précédé pour vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. J'aimerais également exprimer la gratitude d'Israël envers les six Présidents de 2007 et les six Présidents de 2008, et vous assurer de la participation constructive d'Israël aux travaux de la Conférence au cours de l'année qui commence.

Les débats de l'année dernière, conduits par les six Présidents et par les coordonnateurs pour les sept points de l'ordre du jour, ont montré que la Conférence avait le potentiel requis pour devenir un instrument utile entre les mains d'une communauté internationale qui cherche à régler les questions de sécurité à l'échelle mondiale. Les États membres ont tous fait un effort important pour que les positions nationales en matière de sécurité mondiale soient mieux comprises. Parallèlement, les débats ont mis en lumière le fait que pour certains pays les travaux de la Conférence ont trait à des questions étroitement liées aux besoins primordiaux de sécurité nationale. Il faut que ces considérations nationales soient respectées.

Israël ne remet pas en question la définition des objectifs à long terme que doit atteindre la communauté internationale dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement; cela étant, il devrait être évident que tenter d'atteindre des objectifs à long terme sans avoir auparavant cerné les menaces actuelles et y avoir paré risque de s'avérer inefficace. C'est aux membres de la Conférence qu'il appartient de s'efforcer tous ensemble de réunir les conditions permettant de réaliser enfin un désarmement général et complet.

Notre avis est qu'il existe deux grandes menaces à la paix et à la sécurité mondiales qui méritent d'être placées en tête des priorités de la Conférence: la menace du terrorisme dans toutes ses dimensions, et la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs.

(M. Levanon, Israël)

Le transfert d'armements aux terroristes est le fléau de la civilisation moderne. Il permet à des groupes et à des individus qui agissent en violation et au mépris du droit international de s'attaquer à des civils dans le but de promouvoir leurs propres buts. Il contribue à déstabiliser des États et des régions et il met en péril les perspectives d'un règlement pacifique des conflits.

De tels transferts ne sont pas un phénomène isolé de tout contexte. Ils ont lieu lorsque des États transfèrent délibérément des armes à des terroristes ou lorsque des États ferment les yeux sur de tels transferts qui se déroulent sur leur propre territoire. Ils ont lieu lorsqu'on ne cherche pas résolument à les empêcher ou lorsque le problème ne figure pas en tête des priorités des États.

Les missiles et roquettes à longue, moyenne et courte portées, ainsi que les drones et les systèmes portables de défense antiaérienne (MANPADS), sont au nombre des armes perfectionnées qui ont été transférées à l'organisation terroriste Hezbollah par des États de notre région qui sont également membres de la Conférence du désarmement. Ces transferts se sont poursuivis sans interruption, en dépit de la résolution 1701 du Conseil de sécurité, comme cela a été confirmé dans les rapports du Secrétaire général.

Toutefois, le Moyen-Orient n'est pas la seule région touchée par un tel fléau. Cette maladie atteint toutes les régions du monde. Le transfert d'armes à des terroristes devrait être traité de manière globale pour éviter l'apparition de nouveaux conflits, l'instabilité nationale et régionale et, par-dessus tout, les victimes civiles. À cet égard, Israël a soumis l'an dernier à la Conférence le document de travail CD/1823 consacré à la question, sur laquelle il compte bien continuer à réfléchir cette année.

Israël pense que, pour éviter que des armes ne tombent entre de mauvaises mains, il faut avant tout une forte volonté nationale d'agir résolument contre de tels transferts illicites. Aucun arrangement international à cet égard ne saurait être efficace sans cette obligation nationale fondamentale. Israël attache donc une grande importance aux régimes de contrôle des exportations et à leur contribution manifeste aux efforts visant à faire échec à la prolifération des armes de destruction massive. Il a toujours appliqué un système national rigoureux de contrôle des exportations.

Ainsi, Israël a récemment engagé une réforme juridique et institutionnelle pour rendre son système de contrôle des exportations conforme aux normes internationales les plus strictes fixées par les régimes des fournisseurs que sont le Groupe des fournisseurs nucléaires, le Groupe australien, le Régime de contrôle de la technologie des missiles et l'Arrangement de Wassenaar. Ce processus de réforme a abouti à la nouvelle loi sur le contrôle des exportations, adoptée par la Knesset en juillet dernier et entrée en vigueur le 31 décembre 2007. Cette loi réglemente le contrôle des exportations des éléments figurant sur la liste de munitions de l'Arrangement de Wassenaar, et complète l'ordonnance sur le contrôle des exportations qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et qui régit les articles et technologies à double usage, sur la base de la liste des biens à double usage de l'Arrangement de Wassenaar. Cette loi fait également suite à l'ordonnance relative aux importations et aux exportations (contrôle des exportations de matières chimiques, biologiques et nucléaires) de 2004 et place Israël parmi les États qui exercent les contrôles les plus stricts sur les exportations d'articles sensibles et à applications bivalentes.

(M. Levanon, Israël)

Israël a agi ainsi par ferme conviction que la législation interne est la composante fondamentale pour faire face aux menaces de prolifération. Il l'a fait sans être partie aux différents régimes de contrôle des exportations, et a ainsi démontré que de telles mesures pouvaient être prises par n'importe quel État.

Enfin, ma délégation et moi-même continuerons cette année d'apporter une participation constructive dans le but d'analyser plus en détail les moyens de faire face aux menaces imminentes et réelles contre la paix et la sécurité internationales.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant d'Israël pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence et je donne maintenant la parole au distingué représentant de l'Allemagne.

M. BRASACK (Allemagne) (parle en anglais): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Je puis vous assurer du plein soutien de ma délégation aux efforts que vous-même et les autres Présidents de la session déploierez pour guider les travaux de la Conférence.

J'aimerais également m'associer pleinement à la déclaration faite vendredi dernier par le Représentant permanent de la Slovénie au nom de l'Union européenne.

En ce début d'année et de session annuelle de la Conférence, nous sommes heureux de voir que la formule intéressante des six Présidents adoptée pour les sessions de 2006 et 2007 de la Conférence a été conservée par les Présidents de cette année. Cette formule a permis d'avancer véritablement vers la sortie de l'impasse dans laquelle se trouvaient les travaux de la Conférence et vers la reprise de négociations de fond, objectif à la réalisation duquel ma délégation n'a cessé d'œuvrer durant ces dix dernières années. Je constate vraiment avec regret que nous ne l'avons pas encore atteint!

Nous en sommes là malgré les débats de fond constructifs et structurés tenus au cours de la première partie de la session de 2007 et facilités par le «cadre organisationnel» des six Présidents de 2007, qui a été très utile pour déterminer les points de l'ordre du jour habituel de la Conférence auxquels les membres de la Conférence attribuaient le plus haut rang de priorité ainsi que leur «degré de maturité» pour les phases ultérieures des travaux de fond.

Le projet L.1 proposé par les Présidents, complété ultérieurement avec sérieux et patience et par les documents CRP.5 et CRP.6 afin de le rendre plus clair et de répondre aux questions soulevées par quelques délégations, correspond vraiment aux décisions que la Conférence devra prendre pour se remettre au travail. J'ai eu en de multiples occasions, dès le 23 mars 2007, la possibilité d'exprimer le soutien total et sans équivoque de l'Allemagne à la proposition des Présidents, dont nous sommes encore saisis aujourd'hui. Je voudrais aujourd'hui réaffirmer ce soutien total et sans équivoque.

Nous avons vivement apprécié le travail accompli par l'ensemble des coordonnateurs de l'année dernière, et nous les remercions grandement pour ce qu'ils ont fait au titre de leurs points respectifs de l'ordre du jour. Les débats qu'ils ont organisés, du fait qu'ils n'avaient pas la même intensité et le même niveau de précision, ont clairement montré à tous les membres

(M. Brasack, Allemagne)

de la Conférence que, même si tous les points de l'ordre du jour ont leur propre raison d'être, il est justifié d'appliquer une approche différenciée selon le volume de travail que la Conférence doit accomplir sur chacun d'eux. Nous saluons aussi le soin extrême avec lequel les six Présidents de la session de 2007 ont recueilli les vues de chacun des États membres de la Conférence et ont, sur cette base, établi un cadre cohérent pour les activités de la Conférence.

Nous estimons que cette proposition soigneusement pesée prend en compte de façon honnête, juste, équilibrée et complète les intérêts de tous les membres de la Conférence. Le fait que la proposition les laisse tous également insatisfaits prouve qu'il s'agit là d'un véritable compromis. Il n'y a pas d'autre solution réaliste et viable que cette approche.

Cependant, il appartient encore à quelques membres de la Conférence de franchir les solides ponts qui ont été édifiés par les Présidents et les autres membres de la Conférence tout au long de la session de 2007.

L'Allemagne souscrit pleinement aux vues exprimées par le Secrétaire général de l'ONU, mercredi 23 janvier dernier, dans sa déclaration liminaire: «l'adoption de cette décision présidentielle nuancée et soigneusement pesée ne priverait aucun État membre de la Conférence de la possibilité d'affirmer sa position nationale aux stades ultérieurs des travaux de la Conférence».

Avec nos collègues de l'Union européenne, nous engageons donc vivement toutes les délégations de la Conférence à se joindre au consensus et à adopter aussi rapidement que possible les documents dont nous sommes saisis depuis la session de l'an dernier. Le temps presse.

Amener la Conférence du désarmement à reprendre sa fonction d'unique instance multilatérale dont dispose la communauté internationale pour mener des négociations sur le désarmement n'a jamais été aussi important, vu les problèmes de sécurité auxquels nous faisons face aujourd'hui. Les menaces contre notre sécurité se diversifient, elles deviennent moins apparentes et moins prévisibles. La non-prolifération, le désarmement et la limitation des armements demeurent indispensables à la sécurité coopérative entre États et sont essentiels pour faire véritablement face à ces menaces.

En adoptant le projet de décision présidentielle tel qu'il se présente, la Conférence adresserait au monde, à l'extérieur de cette salle du Conseil, le message qu'elle prend cette tâche au sérieux. Elle ferait ressortir la pertinence d'une approche multilatérale de la sécurité et attesterait notre attachement à un système de traités multilatéraux, qui sert de fondements juridiques et normatifs pour toutes les initiatives menées en faveur du désarmement et de la non-prolifération.

Chacun sait que ma délégation attache une importance particulière à la question d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, sur laquelle nous aimerions voir les négociations démarrer aussitôt que possible. Les débats de l'an passé ont clairement montré que le moment était venu de négocier sur cette question, alors que ce n'était pas le cas pour d'autres questions fondamentales (désarmement nucléaire, prévention d'une course aux armements dans l'espace et garanties de sécurité négatives), au stade où elles en sont actuellement. Toutefois, nous avons

(M. Brasack, Allemagne)

aussi à cœur de contribuer aux débats de fond sur ces autres questions fondamentales, que nous considérons comme des questions importantes dont la Conférence du désarmement doit s'occuper. Nous sommes également convaincus que le meilleur moyen d'avancer consiste à définir nos priorités tout en prenant en compte de manière équitable et sérieuse les préoccupations de tous.

Nous souscrivons aux vues exprimées par le représentant de l'Union européenne à la séance de vendredi dernier, selon lesquelles l'ordre du jour habituel et le Règlement intérieur de la Conférence permettent à chacun des États membres de soulever toute question de sécurité ayant un rapport avec les travaux de la Conférence. Comme cela a déjà été dit, la formule des six Présidents et le «cadre organisationnel» établi pour la première partie de la session de 2007 par les six Présidents de l'an dernier se sont avérés extrêmement utiles, mais il nous faut comprendre que nous ne pouvons pas simplement reprendre ce cadre organisationnel en attendant que se dégage le consensus sur la proposition présidentielle. Le cadre organisationnel de l'année dernière nous a permis de déterminer les questions de l'ordre du jour habituel de la Conférence dont les délégations estiment qu'elles doivent être placées au plus haut rang de priorité, et d'opérer une distinction entre ces questions en fonction de leur degré de «maturité» pour engager des négociations.

J'aimerais maintenant vous remercier d'avoir proposé aujourd'hui un calendrier d'activités pour la période allant jusqu'à la mi-mars. Nous pensons que, dans le mode de conduite ou l'agencement de nos activités de cette année, il faut se garder de reproduire tout simplement les débats de l'an dernier; notre calendrier doit plutôt avoir un but précis, il faut exploiter les résultats des débats passés et intensifier le plus possible les travaux sur les questions jugées prioritaires, tout en sachant qu'il ne sera possible de progresser véritablement qu'après avoir adopté les propositions présidentielles qui, à toutes fins pratiques, nous serviront de programme de travail.

Nous sommes convaincus que vous-même et les autres Présidents de cette année redoublez d'efforts pour convaincre les quelques États membres qui ne l'ont pas encore fait de se joindre au consensus sur la proposition présidentielle au cours de la première partie de la session de cette année, afin que la Conférence puisse poursuivre sur sa lancée et que les négociations et les travaux de fond sur les quatre questions fondamentales puissent vraiment démarrer.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant de l'Allemagne pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole au distingué représentant du Brésil.

M. da ROCHA PARANHOS (Brésil) (parle en anglais): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole durant la présente session de la Conférence du désarmement, permettez-moi de vous féliciter pour votre accession à cette fonction importante qu'est la première présidence de 2008 et de vous assurer, vous-même ainsi que les autres Présidents de cette année, du plein soutien de ma délégation. La délégation brésilienne s'associe à la déclaration faite par le distingué Ambassadeur de Sri Lanka au nom du Groupe des 21, et aimerait aussi faire quelques observations complémentaires à titre individuel.

(M. da Rocha Paranhos, Brésil)

Au fil des ans, le Brésil a joué un rôle constructif et actif au sein de cette Conférence en vue de la mise au point d'un programme de travail tenant compte des préoccupations et des priorités de chacun des membres de la Conférence. En 1995, mon gouvernement a soutenu le mandat Shannon qui invitait à entamer des négociations sur un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable, interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Par la suite, en 2000, durant la présidence brésilienne de la Conférence, l'Ambassadeur Celso Amorim a soumis une proposition, connue sous le nom de «proposition Amorim», à titre de contribution faite par mon pays pour sortir la Conférence de l'impasse dans laquelle elle était depuis longtemps sur la question d'un programme de travail. Puis, en 2003, le Brésil a appuyé la proposition dite des «Cinq Ambassadeurs». L'an dernier, une initiative importante a été mise au point par les six Présidents, et j'aimerais ici rendre une nouvelle fois hommage aux Ambassadeurs d'Afrique du Sud, d'Espagne, de Sri Lanka, de Suède, de Suisse et de la République arabe syrienne pour leurs efforts inlassables visant à faire adopter un programme de travail. Ce programme de travail n'a malheureusement pas emporté l'adhésion de tous, mais la Conférence en reste saisie et nous croyons comprendre que des consultations se sont tenues entre les États membres au sujet du document L.1.

Le Brésil a pleinement soutenu la proposition faite par les six Présidents de la session de 2007, telle qu'elle figure dans le document L.1, ainsi que les propositions de déclarations présidentielles qui la complétaient, et nous continuons d'appuyer cette initiative. Même si, comme cela a été dit et largement répété ici, elle comporte des éléments qui déplaisent à la plupart des délégations, y compris la mienne, nous sommes fermement convaincus qu'elle nous offre une occasion sans précédent de reprendre les travaux de fond pour lesquels la Conférence a été créée, à savoir la négociation d'instruments internationaux juridiquement contraignants dans le domaine du désarmement. Les efforts déployés l'année dernière par les six Présidents ne devraient pas et ne doivent pas être oubliés. Nous avons un défi à relever et nous devons nous garder de sombrer dans le découragement lorsque surgissent les difficultés. C'est précisément dans les moments difficiles ou lors de crises que des solutions novatrices voient le jour.

Le Brésil tient fermement à continuer d'œuvrer avec les Présidents de la session de 2008 et avec chacun des pays membres de la Conférence pour trouver un terrain d'entente: en s'appuyant sur la proposition L.1, nous parviendrons à avancer et à jouer le rôle qui nous a été attribué. Le Brésil est disposé à se lancer dans des négociations sur la base du document L.1 et de la déclaration complémentaire des Présidents, et nous espérons bien qu'il en va de même pour tous les membres.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant du Brésil pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole au distingué représentant de l'Égypte.

M. SHOUKRY (Égypte) (parle en arabe): J'aimerais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre accession à ce poste en ce début de session de 2008. Je suis pleinement convaincu que votre expérience exceptionnelle et votre connaissance approfondie des questions à l'examen vous permettront de guider cette Conférence à la perfection.

(M. Shoukry, Égypte)

Je souhaite profiter de cette occasion pour vous assurer que ma délégation est disposée à coopérer pleinement avec vous ainsi qu'avec les autres présidents de la Conférence tout au long de l'année, et je vous adresse tous mes vœux de succès dans tout ce que vous entreprendrez.

J'aimerais également saisir cette occasion pour remercier sincèrement votre prédécesseur, l'Ambassadeur Faisal Khabbaz, Représentant permanent de la Syrie, qui a dirigé efficacement les travaux de la Conférence pendant la dernière partie de 2007. Je souhaite dire à tous les membres du secrétariat notre profonde gratitude pour les efforts qu'ils ont déployés année après année pour faciliter les travaux de la Conférence.

Monsieur le Président, vous accédez à la présidence de la Conférence du désarmement en ce début de session de 2008, au moment où la communauté internationale recherche le meilleur moyen de permettre à la Conférence de jouer à nouveau son rôle dans la promotion du désarmement. Remettre la Conférence du désarmement sur les rails et lui permettre ainsi de remplir sa fonction première, à savoir élaborer des accords internationaux aux fins du désarmement et en particulier du désarmement nucléaire, est la question la plus hautement prioritaire, sachant que la paix et la sécurité internationales s'en trouveraient renforcées. Il serait vraiment regrettable que la Conférence demeure incapable d'assumer ses responsabilités au moment où la communauté internationale fait face à des problèmes de sécurité grandissants. Ce n'est un secret pour personne qu'aucun progrès ne saurait être accompli par la Conférence si les intérêts et les priorités de toutes les parties ne sont pas pris en considération sur un pied d'égalité, sans sélectivité ni recours à la pratique du deux poids deux mesures lorsqu'il s'agit d'examiner les questions de désarmement. Il serait inconcevable qu'un sujet donné soit imposé par certains et retenu sans tenir compte des préoccupations d'autrui. Les travaux de la Conférence devraient se poursuivre sur la base du respect des priorités de tous les États, de manière à servir les intérêts collectifs et à réaliser des progrès tangibles en matière de désarmement, ce qui ne manquerait pas d'améliorer le climat international actuel.

La détermination de l'Égypte à œuvrer sincèrement et sans relâche à la réalisation de l'objectif du désarmement général et complet est sans faille. L'Égypte est fermement convaincue de la nécessité d'éliminer toutes les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires, qui sont sans conteste les plus dévastatrices qui soient. Le désarmement nucléaire demeurera en tête de nos priorités dans toutes les instances internationales du désarmement et nous estimons qu'il devrait demeurer prioritaire pour la Conférence du désarmement en cette nouvelle session, en particulier à la lumière des difficultés grandissantes rencontrées au niveau international en matière de sécurité.

Les États membres de la Conférence ont envers la communauté internationale la lourde responsabilité d'agir pour atteindre l'objectif du désarmement nucléaire, d'affirmer l'illégitimité de la prolifération ou de l'utilisation des armes nucléaires en attendant leur complète élimination, et de répondre aux appels que lancent la majorité des États, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et la société civile, pour faire comprendre la menace que représentent ces armes pour la paix et la sécurité internationales. Nous aimerions souligner que l'élimination complète de toutes les armes nucléaires relève d'un principe irrévocable et d'une ligne politique ferme. Nous continuerons, avec nos partenaires, de tout faire pour que les États dotés d'armes nucléaires assument leurs responsabilités au titre de l'article VI du TNP,

(M. Shoukry, Égypte)

afin de préserver la crédibilité de cet instrument, en particulier dans la région du Moyen-Orient, et de tous les principes indissociables et interdépendants qui en découlent, ainsi que celle des résolutions pertinentes.

J'aimerais conclure en disant que mon pays se félicite de l'adoption de l'ordre du jour de 2008 à la séance plénière du 25 janvier. J'entends participer de manière active et constructive aux débats sur tous les points de cet ordre du jour. J'aimerais également dire notre sincère espoir que la Conférence sera prête à assumer ses responsabilités en tant qu'unique instance multilatérale de négociation sur le désarmement au niveau international, en particulier sur les questions prioritaires pour l'ensemble des pays, notamment le désarmement nucléaire. Je puis vous assurer que la délégation égyptienne est déterminée à appuyer tous les efforts sincères que vous déployez avec les présidents de la Conférence en vue de revitaliser la Conférence à cette session et de mettre un terme à l'impasse, dans l'intérêt de toutes les parties, dans le cadre convenu et conformément aux priorités arrêtées pour la Conférence du désarmement.

Le PRÉSIDENT (parle en arabe): Je remercie vivement l'Ambassadeur d'Égypte pour sa déclaration et les paroles aimables qu'il a eues à mon égard.

(L'orateur poursuit en français)

Je donne maintenant la parole au distingué représentant du Chili.

M. MARTABIT (Chili) (parle en espagnol): Monsieur le Président, la délégation chilienne vous félicite pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Nous sommes conscients des efforts que vous avez inlassablement déployés tant à New York, dans le cadre des travaux de la Première Commission, qu'ici à Genève, afin de consulter toutes les délégations des pays membres de la Conférence. Nous vous savons gré aussi de l'attachement de la Tunisie, reflété par la présence de votre ministre des relations extérieures à la séance d'ouverture des travaux de la Conférence pour cette année, à cet important organe de négociation qu'est la Conférence du désarmement. Nous soulignons aussi la participation du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à cette même séance, et nous nous associons à l'appel qu'il a lancé pour que la Conférence ne manque pas une fois de plus l'occasion qui lui est offerte de reprendre ses travaux.

Nous comprenons l'appel lancé par le Secrétaire général comme le rappel d'une responsabilité qu'il nous faut assumer vis-à-vis de la communauté internationale. En 2006 et 2007, nous avons déployé des efforts incessants et nous ne pouvons accepter qu'ils restent vains. Le Chili prône la prompte reprise des travaux de fond de la Conférence. Au cours de cette décennie passée à tenter en vain de sortir la Conférence de la stagnation dans laquelle elle se trouve, mon pays a appuyé et encouragé diverses propositions et initiatives. On peut naturellement citer, entre autres, la proposition de l'Ambassadeur Celso Amorim, déjà évoquée par une autre délégation, ou encore la proposition dite «des Cinq Ambassadeurs», pour laquelle mon pays a joué un rôle actif. C'est dans le même esprit que nous avons soutenu la formule dite «des six Présidents»; nous l'avons fait l'année dernière et l'année précédente, et nous faisons de même cette année. Nous appuyons la proposition contenue dans le document L.1, et acceptons les déclarations présidentielles qui y sont associées. Nous pensons que le dispositif novateur



(M. Martabit, Chili)

que constitue l'initiative des six Présidents nous offre la continuité, la cohérence, l'intégration, la certitude et la transparence. Nous soutenons votre calendrier d'activités, Monsieur le Président.

En 2006, le Chili a participé à toutes ces initiatives en sa qualité de collaborateur de la présidence; aujourd'hui, animés de la même volonté de coopérer dans la recherche d'une sortie de l'impasse dans laquelle se trouve la Conférence, nous sommes disposés à assumer le rôle de coordination qui nous a été confié, en assurant les distingués représentants permanents que, ce faisant, nous n'entendons pas nous arroger des prérogatives, des droits ou une autorité qui porteraient préjudice à la dimension constructive de la fonction. Nous souhaitons simplement que cette Conférence avance sans encombre, ni plus, ni moins.

Nous n'épargnerons aucun effort pour faire progresser la discussion sur la cessation de la course aux armements nucléaires et sur le désarmement nucléaire. Pour ce qui est du premier point de notre ordre du jour, nous le disons sans ambages, nous voulons vivre dans un monde exempt d'armes nucléaires.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant du Chili pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Je n'ai plus d'autres orateurs sur ma liste. Je donne maintenant la parole au distingué représentant de l'Iran.

M. HOSSEINI (République islamique d'Iran) (parle en anglais): Ma délégation vous félicite également, Monsieur le Président, pour votre accession à ce poste. Je ne doute pas que, grâce à vos talents diplomatiques et à votre dévouement, nous parviendrons à des résultats positifs. Je vous assure de l'entière coopération et du plein soutien de ma délégation. Les vues de ma délégation sur le programme de travail vous parviendront ultérieurement. Je souhaite maintenant débattre d'une autre question abordée aujourd'hui.

Nous avons entendu de la part de la délégation du régime israélien une déclaration qui abondait en affirmations infondées. Le régime israélien fonctionne dans le contexte de toutes sortes d'opérations inhumaines menées contre des civils, y compris des actes de terrorisme d'État et la prolifération d'armes de destruction massive.

Aujourd'hui, le Moyen-Orient fait face à une grave situation que ce régime a créée, qui affecte les civils et qui a été fermement condamnée par la communauté internationale. Ce même régime conserve le même comportement à l'égard des civils innocents – hommes, femmes et enfants – sans discrimination. Un tel régime, discrédité par un tel bilan, n'est plus en position de conseiller les autres pays sur la question.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le distingué représentant de l'Iran pour sa déclaration et pour ses mots aimables adressés à la présidence. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole maintenant? Je donne la parole au représentant des Pays-Bas.

M. LANDMAN (Pays-Bas): Monsieur le Président, je voulais aborder un sujet qui relève plutôt des questions diverses. Je ne sais pas si nous sommes arrivés à ce stade.

Le PRÉSIDENT: Je voudrais maintenant inviter la Conférence à examiner une nouvelle demande reçue d'un État qui n'est pas membre de la Conférence et qui souhaite participer à nos travaux en qualité d'observateur durant la présente session. Cette demande, reproduite dans le document CD/PV.547/Add.1, émane de la République dominicaine. Puis-je considérer que la Conférence décide d'inviter la République dominicaine à participer à ses travaux conformément au Règlement intérieur?

*Il en est ainsi décidé.*

Le PRÉSIDENT: Je donne maintenant la parole au distingué représentant des Pays-Bas.

M. LANDMAN (Pays-Bas) (parle en anglais): Monsieur le Président, après les interventions majoritairement de haut niveau entendues ce matin, j'aimerais soulever une question très terre à terre, sur laquelle nous pourrions en ce début d'année progresser ou, au moins, prendre un nouveau départ. Il s'agit de l'immense gâchis de papier au sein de la Conférence – un gâchis sur le plan financier, sans parler des méfaits pour l'environnement. La semaine dernière, par exemple, nous avons trouvé sur les bureaux de chaque délégation 30 pages de demandes d'octroi du statut d'observateur, demandes qui auraient pu nous être envoyées par voie électronique, et auxquelles nous avons à peine jeté un coup d'œil, tant leur consultation est peu nécessaire pour prendre une décision de routine alors qu'une simple liste de noms aurait suffi. Nous le savons tous, nous recevons, assez tardivement encore, les comptes rendus de nos séances en de nombreux exemplaires, puis les nouvelles versions de ces documents, en de nombreux exemplaires là aussi. La semaine dernière je crois, nous avons reçu également un épais volume rendant compte aussi de nos activités de l'année dernière. Les Pays-Bas l'ont reçu en 10 exemplaires.

J'aimerais souligner qu'un seul exemplaire suffit. Nous disposons aussi de l'Internet et du courrier électronique. Nous pourrions économiser plusieurs milliers de dollars et d'euros, qui pourraient être utilisés à de meilleures fins. À l'heure où nous continuons de produire une grande quantité de papier, et à vrai dire pas grand-chose d'autre, je suggère que nous nous attaquions au moins comme il convient à ce problème de gâchis.

J'aimerais également vous demander s'il est nécessaire que les Pays-Bas formulent une proposition officielle à cet égard, ou si vous pouvez vous occuper de ce problème avec le secrétariat et élaborer une proposition qui viendrait de vous et dont nous pourrions ensuite débattre.

Le PRÉSIDENT: Je voudrais remercier le représentant des Pays Bas. Nous prenons acte de sa déclaration et allons en discuter avec le secrétariat. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. BRASACK (Allemagne) (parle en anglais): J'ai également une question terre à terre à soulever, mais elle est d'une autre nature et porte sur un sujet différent. Au cours de la séance, je n'ai pas manqué d'étudier attentivement le calendrier d'activités que vous avez soumis ce matin, et j'ai deux questions à poser, en ce qui me concerne. Si les délégations, par exemple, souhaitaient aborder les questions relevant des points 1, 2 et 3 dès le début en séance officielle, elles devraient alors traiter ces trois points la semaine prochaine, si je comprends bien. Il semble bien en effet qu'ils soient prévus dans le programme de la semaine prochaine.

(M. Brasack, Allemagne)

C'est là ma première question. La complication ici tient au fait que, nous le savons tous, nous tiendrons le mardi 12 février une séance officielle sur le point 3 au cours de laquelle le Ministre russe des affaires étrangères présentera des idées, voire des propositions. Il n'est donc certainement pas très aisé d'aborder ce genre de questions d'emblée, avant l'heure. C'est assurément une complication d'ordre pratique.

J'aimerais aussi demander, à propos de la cinquième semaine, si aucune séance officielle de la Conférence n'est prévue le jeudi 21 février; et s'il en est de même la septième semaine, le jeudi 6 mars. Ce programme est-il susceptible d'être modifié, ou est-il définitif? Je fais appel à votre compréhension, la délégation allemande mais aussi le Gouvernement allemand devant établir le texte d'éventuelles déclarations sur les points en question; nous souhaitons donc avoir une certitude sur ce qui sera, selon vous, le moment le plus approprié. Comme je l'ai mentionné, si vous souhaitiez aborder les points 1, 2 et 3 dès le début de façon formelle, il me semble que cela devrait déjà se faire la semaine prochaine. Je voulais juste que vous me confirmiez que j'ai bien compris la situation.

Le PRÉSIDENT: Je remercie le représentant de l'Allemagne et je voudrais dire que ceci est programmé en séance informelle mais que, si besoin est, il est possible de repasser à une séance officielle. Sur la première question comme sur la deuxième, nous faisons preuve d'une grande souplesse à la présidence. Les arrangements les plus appropriés peuvent être adoptés. Je vous remercie pour votre remarque, Monsieur l'Ambassadeur. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Si tel n'est pas le cas, nos travaux sont ainsi terminés pour aujourd'hui. La prochaine séance plénière de la Conférence se tiendra le jeudi 31 janvier à 10 heures dans la salle du Conseil.

*La séance est levée à 11 h 30.*

-----